

Rachida Dati : "N'en déplaise à certains médias et aux socialistes, être de droite n'est pas un délit !"

L'ex-Premier ministre Jean-Pierre Raffarin ou l'ex-ministre des Sports Chantal Jouanno ont tour à tour exprimé des réticences à l'égard de la stratégie de campagne "trop droitiste" de Nicolas Sarkozy. A quelques jours de l'échéance présidentielle, la majorité est-elle en train d'implorer avant même le second tour ?

Avec Rachida
Dati

Atlantico : Depuis les résultats du premier tour, plusieurs voix se sont élevées au sein de la majorité - de Chantal Jouanno à Jean-Pierre Raffarin - pour demander que la campagne de Nicolas Sarkozy opte pour un positionnement moins à droite. Comment expliquer que de telles dissonances soient possibles au sein de l'UMP à une semaine du second tour ?

Rachida Dati : Nous sommes totalement mobilisés et concentrés sur la réélection de Nicolas Sarkozy. **Si certains ont des états d'âme, je leur dis que ce n'est pas le moment. C'est indécent vis-à-vis des Français et cela ne fait que révéler leur faiblesse face à l'adversité.** Concernant Jean-Pierre Raffarin, c'est différent. Il n'a aucun état d'âme. C'est un homme d'Etat, un homme responsable qui est totalement mobilisé pour la réélection de Nicolas Sarkozy. Il souhaite légitimement aborder tous les thèmes, afin de répondre largement aux préoccupations des Français. C'est ce que fait Nicolas Sarkozy lors de tous ses déplacements! La réélection de Nicolas Sarkozy est nécessaire pour la France et plus globalement pour l'Europe.

Que reprenez-vous alors du quinquennat de Nicolas Sarkozy ?

La France a retrouvé son rang en Europe comme sur la scène internationale. Quand Nicolas Sarkozy est arrivé à l'Élysée, la France n'était plus écoutée en Europe. C'était "la France du non", celle qui aux yeux de nos partenaires européens avait, par le référendum de 2005, bloqué la construction européenne. Nicolas Sarkozy a permis à la France d'être de nouveau un pays leader en Europe : en renforçant le couple franco-allemand, en rédigeant et en faisant adopter le traité de Lisbonne, en étant exemplaire de réactivité face aux crises successives qui ont frappé l'Europe depuis 2008.

Au-delà de l'Europe, il a dissipé toute tension qui pouvait exister avec les États-Unis. Ce grand pays, qui est notre allié naturel. Le discours qu'il a prononcé au Congrès américain a refondé, sur des bases solides, le partenariat transatlantique. Nous avons rejoint le commandement intégré de l'OTAN, en faisant fi des critiques de la gauche, qui aujourd'hui dit que, si elle était au pouvoir, elle ne le remettrait pas en cause. **Aujourd'hui la France est consultée sur tous les grands sujets et enjeux internationaux. Elle prend les devants pour résoudre des crises et des conflits, comme elle l'a admirablement fait dès 2008 pour déminer la crise naissante entre la Russie et la Géorgie.**

Et sur le plan national?

Nicolas Sarkozy n'a jamais cessé de protéger les Français. Il a été à la hauteur des défis que la crise nous a imposés. Il l'a fait dans l'adversité, face à une gauche qui a placé ses propres intérêts avant ceux de notre pays.

Nicolas Sarkozy a protégé le pouvoir d'achat des Français, et notamment des ouvriers, en tenant bon sur les heures supplémentaires défiscalisées, en agissant pour que même au plus fort de la crise les traitements des fonctionnaires et les pensions de retraites ne soient pas diminués. Il n'a pas abandonné cette belle idée du RSA qui a permis à des centaines de milliers de Français de sortir de la pauvreté. Il a revalorisé le minimum-vieillesse, l'allocation adulte handicapé, partant du principe que nous n'avions pas à faire des économies sur le dos des plus faibles.

Nicolas Sarkozy a tout mis en œuvre pour relancer notre compétitivité. Il a multiplié par 3 le crédit impôt recherche, il a fait l'autonomie des universités, il a développé les pôles de compétitivité, il a créé le statut d'auto-entrepreneur.

Nicolas Sarkozy a également protégé les Français en réformant la justice, en instaurant les peines-planchers pour les multi-récidivistes et la rétention de sûreté pour les criminels dangereux. Il a créé les centres éducatifs fermés et notamment pédopsychiatriques pour prendre en charge et réinsérer les mineurs délinquants.

Il a protégé l'avenir de nos enfants, la méritocratie, une valeur fondamentale de notre République que nous ne voulons pas abandonner. Contrairement à la gauche qui s'accroche à un égalitarisme destructeur, à l'École du nivellement, et à la reproduction sociale. Les internats d'excellence, l'assouplissement de la carte scolaire, les classes préparatoires intégrées, la généralisation des études dirigées gratuites qui ont amélioré la réussite scolaire, c'est Nicolas Sarkozy !

La liste de tout ce que Nicolas Sarkozy a fait est encore longue ! Mais on voit bien qu'il n'a eu qu'un seul mot d'ordre : protéger les Français. Il n'a pas dévié de cette ligne alors que les socialistes n'ont fait que le critiquer, l'insulter pendant 5 ans.

Pour vous, il n'y a donc pas eu de droitisation de la campagne de Nicolas Sarkozy ?

Je ne sais pas ce que veut dire "droitisation". **Être de droite en France n'est pas un délit contrairement à ce que voudraient nous faire croire certains médias et les socialistes! Je suis de droite et profondément républicaine! Je préfère le travail à l'assistanat, la sécurité au laxisme, la responsabilité à la victimisation...**

Jamais Nicolas Sarkozy n'a fait d'accord avec le Front national. Jamais il n'a repris ses idées. Jamais il n'a adhère à son idéologie! Jamais! Sa vie politique le démontre.

Mais Nicolas Sarkozy a cette force : celle de pouvoir parler à tous les Français sur tous les sujets, sans tabous. Cette force dérange la gauche qui n'en a jamais été capable. **Prenez l'immigration : avant 2002, personne n'osait en parler. C'était la chasse gardée des extrêmes. Et à force de ne pas en parler, on a eu le 21 avril 2002.** Nicolas Sarkozy a été le premier à lever ce tabou, en parlant de la nécessité de mieux maîtriser les flux migratoires afin de remédier à l'échec de la gauche en matière d'intégration. Il ne dit rien de plus aujourd'hui : nous sommes en période de crise, nous devons accueillir moins d'étrangers pour mieux les accueillir. Ce n'est pas être raciste de dire et faire cela.

Et quand il parle de lutter contre l'Europe-passoire pour protéger nos emplois, nos entreprises et lutter contre les délocalisations, ce n'est pas être anti-européen. C'est au contraire consolider et renforcer cette Europe pour faire face à la Chine, à l'Inde ou aux États-Unis. Privilégier les entreprises qui produisent et créent des emplois en Europe pour les marchés publics par rapport à des entreprises non implantées en Europe et originaires de pays qui nous interdisent leurs marchés publics, c'est ne plus être naïf face à la mondialisation!

Voilà la vérité ! Les caricatures, la supposée "extrême-droitisation", ce sont des calomnies colportées par une petite élite. La même qui n'a jamais supporté le parcours de Nicolas Sarkozy, sa vie, ses combats, et sa détermination. **C'est un des rares hommes politiques qui ne soit pas un homme d'appareil, contrairement à François Hollande, qui n'a connu dans sa vie que l'ENA et le Parti socialiste.** La vision de Nicolas Sarkozy pour la France, il la puise dans ses expériences de vie, ses succès, ses échecs comme tous les Français. Il n'a jamais été déconnecté des réalités de la vie des Français.

Certains au sein de l'UMP ne semblent-ils pas avoir déjà acté la défaite?

Avec Jean-François Copé, nous sommes totalement mobilisés pour la réélection de Nicolas Sarkozy. **Tous les jours, je fais campagne auprès des militants, des sympathisants UMP et aussi auprès d'associations, de clubs de réflexion.** Je n'hésite pas à débattre aussi avec nos opposants politiques comme je l'ai fait récemment avec le Front de gauche sur la sécurité! La France mérite notre engagement passionné de tous les instants! Nous croyons plus que jamais à la victoire de Nicolas Sarkozy !

Comment séduire à la fois les électeurs du premier tour de François Bayrou et ceux de Marine Le Pen ?

Nicolas Sarkozy veut convaincre tous les Français de la nécessité de continuer à réduire nos dépenses publiques. Nous devons préserver notre système social et nos emplois. Nous devons protéger nos entreprises en luttant contre les délocalisations. Nous refusons cette Europe-passoire, tout autant que le laxisme en matière d'immigration. **En période de crise, il faut poursuivre ce que fait Nicolas Sarkozy, depuis 2007, la réduction des déficits publics et de l'immigration légale. C'est le rang et la place de la France dans le monde qui sont plus que jamais en jeu aujourd'hui.**

Dans un tout autre registre, Dominique Strauss-Kahn accuse "des ennemis politiques proches de Nicolas Sarkozy et de l'UMP d'avoir ruiné ses chances de participer à l'élection présidentielle en exploitant le scandale du Sofitel de New York.". Que dire de cela ?

Je n'ai jamais voulu porter de jugement ni sur les agissements ni sur le comportement de Dominique Strauss-Kahn. Je regrette profondément qu'il prenne aujourd'hui la parole, à quelques jours du second tour. **Alors que Dominique Strauss-Kahn est aujourd'hui mis en examen par la justice française, il me semble particulièrement indécent de porter des accusations graves, sans aucune preuve, contre l'entourage du Président de la République.** Les Français ne sont pas dupes de cette tentative de déstabilisation à l'égard de Nicolas Sarkozy.

Je suis choquée que personne ne demande de comptes à François Hollande sur la gestion des fédérations du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône, lorsqu'il dirigeait le Parti Socialiste. Si seulement des journalistes pouvaient faire leur travail en toute impartialité !

Le site d'information Mediapart dit détenir la preuve de la participation de l'ancien dictateur libyen Mouammar Kadhafi au financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007. Que répondez-vous à ces accusations ?

Toutes les dépenses de la campagne de Nicolas Sarkozy de 2007 ont été validées par la Commission nationale des comptes de campagne et par le Conseil constitutionnel. Ces vérifications légales portent sur l'origine des fonds et sur la nature des dépenses. Alors maintenant ça suffit! Trop c'est trop!

Je trouve cela extrêmement grave pour la démocratie qu'un site dit d'information publie de tels éléments sans aucune preuve, ni sur l'origine, ni sur l'authenticité de ce document. Nous avons atteint ici les limites du journalisme : on ne peut pas tout écrire sans preuves. La justice doit faire son travail. Chacun son métier.

Propos recueillis par Jean-Benoît Raynaud